

# Contaminée par la gestion

## La politique

●●● **Vincent de Gaulejac**, Le Vésinet (F)

*Directeur du Laboratoire de changement social de Paris,  
membre fondateur de l'Institut international  
de sociologie clinique Vincent-Paris*

L'idéologie gestionnaire conduit à inverser les valeurs entre la politique et l'économie. La politique, loin de susciter l'amour et la considération, est devenue le lieu du calcul. Payer des impôts est vécu comme une charge et même une tare, échapper à la fiscalité un signe d'intelligence et de savoir-faire.

Cette inversion des rapports entre l'économie et le politique est la cause profonde du discrédit qui frappe cette dernière. A l'image de l'entrepreneur qui s'engageait pour défendre le bien public, se substitue le modèle du stratège qui sait valoriser ses intérêts privés. La politique est perçue comme se mettant au service des intérêts des spéculateurs. La chose publique est dévalorisée. Plus grave, l'économie, qui est un des moteurs essentiels du développement social, contribue à le détruire. Lorsque les politiques affirment d'un côté que la consommation est le moteur de la croissance qui conditionne l'emploi, et de l'autre qu'il faut refuser la société de marché, ils sont en plein paradoxe. Est-ce à la société de s'adapter aux besoins du développement économique ou à l'économie de se mettre au service du bien-être collectif ? La politique est-elle condamnée à gérer

les effets du développement économique ou doit-elle organiser l'économie pour la mettre au service d'un projet de civilisation respectueux de l'environnement, des droits de l'homme, d'une répartition harmonieuse des richesses produites, de l'éducation des enfants et de la transmission de la culture ? Un projet pour l'humanité plutôt que pour un taux de croissance.

A partir du moment où les hommes politiques choisissent de gérer plutôt que de gouverner, défendant les valeurs de l'entreprise plutôt que celles de l'Etat, appelant à la mobilisation des individus plutôt qu'à la défense des services publics, ils se mettent dans un piège. Ils produisent sans s'en rendre compte la décrédibilisation de leur propre fonction ! Les électeurs en viennent à leur appliquer les critères d'évaluation qui ont cours dans le monde du travail. S'ils échouent, c'est qu'ils ne sont pas suffisamment réactifs et efficaces. Comme des actionnaires mécontents de leur PDG qui n'offre pas une rentabilité suffisante, le *citoyen-gestionnaire* exige une rentabilité à son bulletin de vote. Si la performance est jugée médiocre, il rejette les hommes politiques jugés incompétents.

politique

*Ce printemps chargé en élections présidentielles (Russie, Sénégal, France...) offre aux publics des feuillets politiques peu éducatifs, à coups d'ambitions personnelles, de confrontation de discours formatés, de petites phrases ou de grandes affaires qui font les titres des journaux télévisés, que le spectateur consomme comme un match de foot. Sans illusions... Car l'idéologie gestionnaire est en train de tuer la politique en la déplaçant sur le terrain du marché. Quelle est la place de l'Etat dans ce système ?*

## Du citoyen, au client

Dans ce contexte, les valeurs se perdent. Des hommes politiques considérés comme honnêtes sont remerciés avec fracas, d'autres condamnés pour abus de biens sociaux ou malversations sont réélus avec succès. La politique devient un marché à l'image de la bourse, où les sondages d'opinions livrent la « valeur » des personnalités politiques. Les magazines indiquent chaque semaine celles qui sont à la hausse et celles qui sont à la baisse. La télévision devient la scène essentielle sur laquelle se joue leur image, le marketing politique, un élément stratégique majeur pour gagner une bataille électorale. Chaque citoyen est invité à effectuer ses choix politiques, comme le consommateur choisit des produits de marque.

Le débat politique aujourd'hui est donc surdéterminé par le prisme de la communication. Les doctrines politiques sont

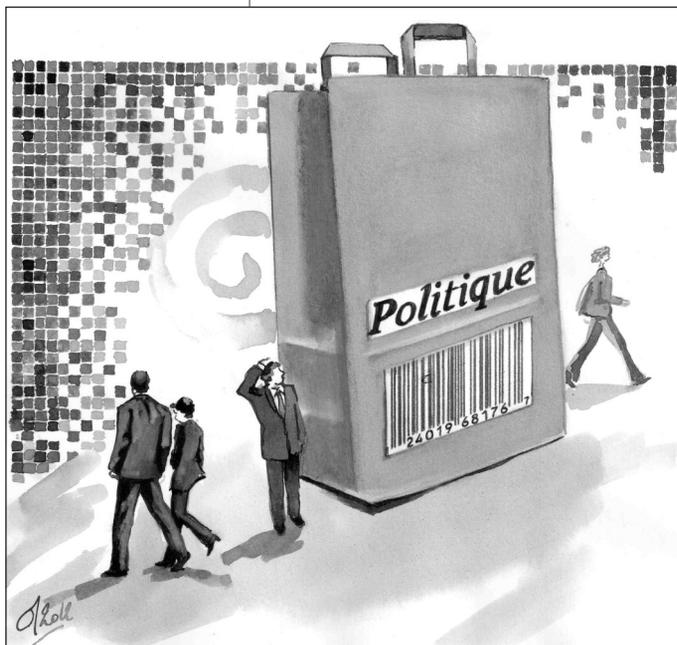
considérées comme archaïques face à l'efficacité gestionnaire et au pragmatisme de l'action. La politique se calque sur l'approche marketing pour ajuster constamment l'offre à une demande formatée à partir des sondages d'opinion. L'opposition est assimilée à la concurrence. L'élu doit se vendre comme un produit, et les différents partis, qui se partagent les parts du marché, doivent s'organiser sur le mode de l'entreprise qui vend son image à grand renfort de publicité. Dans cette conquête, il convient, comme pour la grande distribution, de favoriser les fusions et les concentrations pour être plus fort et dicter sa loi aux petits.

Le discours entrepreneurial se substitue au discours politique : le bon sens contre l'idéologie, le pragmatisme contre les convictions, l'efficacité contre les principes, l'action contre les discours.

## Un mauvais calcul

Cette évolution conduit à un mélange de désillusion et de désaffection. La politique n'est plus porteuse d'espérance. Elle n'incarne plus un projet de changement, le rêve d'une société meilleure, une amélioration de l'être ensemble, une exaltation des valeurs démocratiques et républicaines.

A partir du moment où le politique suit l'opinion publique, il n'est plus porteur de convictions fortes. Son discours s'adapte aux différents publics, au contexte, aux émotions collectives. Il se doit d'être en phase avec le citoyen-consommateur, être à « l'écoute du terrain » et ne choquer personne. L'élu doit se mettre au service du citoyen comme l'entreprise doit être au service du client. Les finalités sont énoncées à court terme, ciblées sur des problèmes concrets que l'on prétend résoudre dans l'immédiat.



Le politique doit tenir un discours qui « colle » aux préoccupations de l'opinion, qui va dans le sens du vent. Il doit être capable de dire une chose et son contraire, de prendre des engagements sans trop se préoccuper de savoir s'il est à même de les tenir. Ainsi la mise en avant de l'action comme valeur conduit à déconsidérer les valeurs comme guide pour l'action.<sup>1</sup> Lorsque le pragmatisme, incompatible avec l'affirmation de convictions trop tranchées, se substitue à l'idéalité, la politique perd sa consistance.

Les politiques pensent renouveler leur légitimité en se mettant à l'écoute des problèmes dans l'instantanéité. Mais ce faisant, la politique perd son pouvoir visionnaire et ses capacités de mobilisation sur des projets collectifs qui ne peuvent se faire que dans la durée. Quant au citoyen, transformé en consommateur passif, manipulé par des campagnes de publicité simplistes, il se désintéresse de la chose publique.

L'abstentionnisme traduit une méfiance vis-à-vis de la parole des élus, une démobilisation du citoyen et une crise de la démocratie. Lorsque le vote est assimilé à une relation marchande, il perd sa valeur symbolique, il ne fait plus sens. Lorsque le débat politique ne permet plus de discuter autour de projets de société, de définir des orientations pour l'avenir, de confronter des visions du monde différentes, la vitalité démocratique devient obsolète, elle perd sa substance même. Au moment du vote, l'abstention ou le vote extrême sont ainsi les deux faces, l'une résignée et passive, l'autre révoltée et active, de la désaffection du politique.

1 • Si cette analyse traduit une tendance réelle, elle ne peut être systématisée. Voir le témoignage de **Liliane Maury Pasquier**, aux pp. 29-30. (n.d.l.r.)

## Les risques pour l'Etat

Cette privatisation du politique n'est qu'un symptôme parmi d'autres de la privatisation du monde. La recherche de la satisfaction des intérêts individuels et des intérêts catégoriels ne permettra jamais au politique de trouver l'intérêt général. Car l'Etat n'est pas fait pour « gérer » la société : il est le garant de la sécurité de tous, de l'égalité des droits, du développement de la démocratie, du fait que chacun peut avoir une place, quels que soient ses origines, ses compétences, ses convictions et ses moyens.

A vouloir gérer l'Etat comme une entreprise, on considère les fonctionnaires comme des effectifs qu'il faut réduire, son budget comme une charge insupportable, ses interventions comme des entraves à l'initiative individuelle. La fiscalité n'est plus considérée comme une contribution nécessaire pour financer la santé, l'éducation, la solidarité ou la culture, mais comme un coût toujours trop élevé qu'il faut alléger à tout prix. Le paiement de l'impôt n'est plus un acte citoyen fondé sur la fierté de contribuer au bien commun, mais une corvée qu'il faut si possible supprimer en utilisant les multiples opportunités de la défiscalisation ou en s'installant dans des *paradis fiscaux*.

Le monde politique, qui collabore au déniement de l'impôt, est bien aveugle dans la mesure où il encourage les citoyens-électeurs à diminuer ses moyens d'action. Par-là même, il favorise la démagogie, la perte de confiance dans les institutions et les services publics, désignés comme inefficaces, inutilement coûteux et mal administrés. D'où un paradoxe dramatique pour tous ceux qui attendent de la politique qu'elle construise un monde plus harmonieux :

**Gaulejac Vincent de,**

- *Travail, les raisons de la colère*, Paris, Seuil 2011, 334 p.

- *La société malade de la gestion*, Paris, Points 2009, 354 p.

**Harlé Aude,**

*Le coût et le goût du pouvoir : le désenchantement politique face à l'épreuve managériale*, Paris, Dalloz 2010, 516 p.

au nom de l'efficacité, on cherche à mettre l'Etat au service du développement économique, en affaiblissant ses capacités de régulation. Ce qui fait perdre à la politique sa mission essentielle, c'est-à-dire sa capacité à préserver le lien social.

Lorsque la politique cherche ses modèles dans la gestion, elle contribue à produire sa propre impuissance. Plus la globalisation économique se développe, plus les politiques semblent perdre leur capacité d'action et leur légitimité.

La raison souvent évoquée pour comprendre ce phénomène tient au double processus de *déterritorialisation* et d'abstraction du capital. La circulation en « temps réel » des capitaux et la dénationalisation des entreprises « multinationales » ou transnationales ont fait perdre aux Etats leur capacité de contrôle.<sup>2</sup> Ils se sont laissé déposséder d'une partie de leur souveraineté en permettant aux marchés financiers de prendre leur autonomie et en confiant à des Banques centrales indépendantes le soin de gérer leur monnaie.

L'ouverture des frontières pour favoriser le commerce mondial et le libre-échange n'a fait qu'accentuer le processus. Le développement des technologies de communication et d'information en a accéléré les modalités de crise en œuvre. Les Etats perdent leur possibilité de contrôler les capitaux, les informations, la monnaie et la circulation des marchandises. Ils ne gardent qu'un pouvoir sur la circulation des hommes, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes d'un système qui se proclame libéral !

Les politiques semblent impuissants à maîtriser le monde, à offrir des visées d'avenir porteuses de progrès, à promouvoir l'émancipation des peuples. Ils s'enferment dans une gestion laborieuse

des « effets de la crise », crise qui semble bien s'installer durablement, ce qui montre, s'il en était besoin, qu'il s'agit d'un fonctionnement structurel et non d'un état conjoncturel.

**Un art noble**

En se laissant contaminer par la gestion, la politique a perdu sa crédibilité et même sa légitimité. Pour les uns, elle s'est « vendue au grand capital », pour les autres, elle est impuissante à empêcher l'instauration d'une société de marché dans laquelle l'homme est géré comme n'importe quelle autre marchandise. Une société de marché qui invalide le cœur même de ce qui devrait être le fondement du politique, l'instauration d'un monde commun.

Sur le palais des Recteurs de la ville de Dubrovnik, on peut lire une inscription gravée dans la pierre : « Oubliez vos intérêts privés pour l'intérêt général. » Pendant leur mandat, les Recteurs ne devaient pas sortir des palais, afin de se consacrer entièrement à leur charge. Ils s'inspiraient des valeurs de la Grèce antique qui considérait qu'il n'y avait rien de plus noble et de plus enviable que de s'occuper des affaires de la Cité.

**V. G.**

2 • Voir à ce sujet l'article de **Michel Egger**, aux pp. 22-24. (n.d.l.r.)